

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SYSTÈME GESTION DE CORRESPONDANCE	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-133379/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client 20133379	Date 2013-10-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-114-26372	
File No. - N° de dossier 114xl.EN578-133379	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-29	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Niyonambaza, Audace	Buyer Id - Id de l'acheteur 114xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5017 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA MODIFICATION NO. 005 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS A POUR OBJET DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS PORTÉES À NOTRE ATTENTION PAR L'INDUSTRIE.

Question # 076

Référence

Article 7.25 de la demande de soumissions: Déclarations et garanties

L'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise dans sa soumission qui ont donné lieu à l'attribution du contrat. Il déclare et certifie que ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur elles pour lui attribuer le contrat. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura pendant la durée du contrat, tout comme les ressources et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, les qualifications, l'expertise et l'expérience nécessaires pour mener à bien et gérer les travaux conformément au contrat et qu'il (ainsi que les ressources et les sous-traitants dont il retiendra les services) a déjà assuré des services semblables pour le compte d'autres clients.

Question #076

Nous demandons qu'un texte soit ajouté à cet article, déclinant toutes les garanties à l'exception de celles qui sont énoncées dans l'accord. En conséquence, nous demandons que le texte suivant soit ajouté à l'article 7.25: «Sauf pour les déclarations et garanties contenues dans le présent accord, l'entrepreneur ne fait aucune déclaration, condition ou garantie de quelque nature que ce soit en vertu du présent Accord ou autrement, y compris, sans limitation, toutes garanties légales, expresses, implicites ou autres ou toute garantie de qualité marchande ou d'adéquation à un usage particulier en ce qui concerne tout service, le travail ou tout autre produit livrable livrée au Canada en vertu du présent accord».

Réponse #076

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée.

L'entrepreneur aura fait de nombreuses déclarations dans sa soumission que le Canada devrait avoir le droit d'invoquer, y compris la garantie de qualité marchande (ce qui signifie que tout se passera comme l'entrepreneur affirme que le produit fonctionnera dans sa proposition et la garantie d'adéquation à un usage particulier (ce qui signifie qu'il sera conforme aux spécifications de la demande de soumissions pour accomplir ce qui est recherché).

Question # 077

Référence

Article 2030 12 - 1 des CCUA 2030 - Conditions générales - besoins plus complexes de biens

Question #077

Les dispositions d'acceptation et d'inspection dans la demande de soumissions ne définissent pas réellement les délais en ce qui concerne la durée pendant laquelle le client doit inspecter et accepter tout travail. En outre, la demande de soumissions ne traite pas de ce qui va se passer si le client accepte ou n'accepte pas le travail. Nous demandons que le client fournisse les informations nécessaires relatives à ces aspects importants du contrat.

Réponse #077

Le processus est défini à l'article 12 (Acceptation) des CCUA 4003 – Logiciels sous licence.

Question # 078**Référence**

Article 2030 12 - 1 des CCUA 2030 - Conditions générales - besoins plus complexes de biens

Question #078

En outre, cette clause indique que l'inspection et l'acceptation des travaux par le client ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts. En tant que soumissionnaire, nous demandons que ceci soit reformulé de manière à refléter le fait que l'entrepreneur ne devrait être responsable que de «défauts matériels» à moins qu'il y est une obligation de maintenance en cours dans le cadre du contrat.

Réponse #078

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée.

L'ajout du mot «matériel» introduit une ambiguïté quant aux responsabilités de l'entrepreneur.

Question # 079**Référence**

Article 2030 12 - 2 des CCUA 2030 - Conditions générales - besoins plus complexes de biens

Question #079

En tant que soumissionnaire, nous n'avons pas de problèmes avec l'octroi à des clients l'accès à nos sites pour vérifier notre milieu de travail, un avis écrit doit cependant être donné avant de procéder à une telle vérification.

Réponse #079

Le Canada donnera un préavis écrit avant de procéder à une telle inspection, si les circonstances le permettent.

Question # 080**Référence**

Article 2030 33 - 3 des CCUA 2030 - Conditions générales - besoins plus complexes de biens

Question #080

En tant que soumissionnaire, nous n'avons pas d'inquiétudes si le client souhaite vérifier notre entreprise, cependant, un préavis écrit doit être fourni à l'entrepreneur

Réponse #080

Le Canada donnera un préavis écrit avant de procéder à une telle vérification, si les circonstances le permettent.

Question # 081**Référence**

Article 3.2 b) (vii) **Information de référence sur le projet et le client:**

(A) Un soumissionnaire doit procurer des détails vérifiables et des références sur les projets suivants:

(1) Deux projets d'implémentation de SGC;

(2) Une instance ou le soumissionnaire a complétée simultanément deux ou plusieurs (ou une application d'affaire d'entreprise équivalente) implémentations de projets (par exemple: quand il y a eu 2-6 mois ou plus de chevauchement entre le début et la date de fin de chacun des projets) ; et

(3) Trois projets de support technique de SGC et/ou autre projet SGC corporatifs.

Question #081

Est-ce que le Canada peut confirmer que si nos deux références de projet en réponse au point (1) ont été réalisées simultanément avec 2 mois ou plus de chevauchement comme l'exige l'article (2) et contiennent le soutien technique requis au point (3), nous n'aurons besoin que de fournir un projet additionnel de mise en œuvre ou de soutien afin de répondre à l'exigence du point (3)?

Réponse #081

Trois ou plusieurs projets peuvent être cités en référence, pour autant que le soumissionnaire répond aux exigences des éléments (1) à (3) de cet article. Si les deux projets cités ci-dessus sont des projets de mise en œuvre de SGC et ces projets impliquent également un soutien technique, le soumissionnaire devra fournir un projet supplémentaire impliquant le support technique de SGC et/ou autre projet SGC corporatifs.

Question # 082**Référence****Question #082**

L'article 3.2 b) iii) fournit des informations sur la «justification» et l'appendice 1 dans la troisième colonne se réfère à «Justification et renvois ». Si une capture d'écran est incluse avec l'explication nécessaire de la conformité, est-ce que cela est suffisamment comme justification ou le Canada exige-t-il également un renvoi à une section spécifique dans un manuel d'utilisation, une documentation de formation ou toute autre publication technique formelle publiée par le fournisseur des produits?

Réponse #082

Le soumissionnaire devrait faire référence à la documentation du produit (par exemple un manuel d'administration du système, guide de l'utilisateur ou document de référence du produit) pour démontrer la conformité ou le nombre maximal de points. Si cela n'est pas possible, la capture d'écran et les explications doivent clairement et de manière convaincante justifier que le soumissionnaire est entièrement conforme et le produit proposé répond à tous les aspects de l'exigence.

Question # 083**Référence**

Article 3.3 b) de la demande de soumissions.

Question #083

L'article 3.3 b) stipule que «Tous les coûts doivent être compris: La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute les années d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer l'ensemble du matériel, des logiciels, des périphériques, du câblage et des composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.» Le Canada peut-il confirmer que l'équipement, les périphériques, le câblage et les composants ne sont pas requis dans le cadre de ce besoin?

Réponse #083

Tel que confirmé dans la réponse à la question #049, le matériel (périphériques et câblage par exemple) est exclu de cette demande de soumissions.

Question # 084**Référence**

Date de clôture de la demande de soumissions

Question #084

Répondre à toutes les questions sur les produits avec tous les renvois à la documentation de support est un processus qui prend beaucoup de temps. Nous aurons besoin de plus de temps. Le Canada peut s'il vous plaît fournir une extension supplémentaire de 1 semaine pour nous permettre de compléter la réponse?

Réponse #084

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la date de clôture de la demande de soumissions inchangée.

Question # 085**Référence****Question #085**

La demande de soumissions indique que le Canada a besoin d'un SGC disponible sur le marché pour le gouvernement du Canada et de par l'article 5.3 de la demande de soumissions, le soumissionnaire doit attester que tous les logiciels sont disponibles sur le marché. Des logiciels disponibles sur le marché sont autorisés par les éditeurs de logiciels en conformité avec les termes de la licence de l'éditeur du logiciel. Cela est incompatible avec l'approche quasi universelle suivie par d'autres grands acheteurs de la technologie - y compris le gouvernement fédéral américain, pour le Canada, non seulement pour dicter le modèle de licence (dans cette demande de soumissions un modèle par l'utilisateur est obligatoire), mais, pour dicter également les termes applicables aux produits. Ce faisant le Canada crée des défis importants pour les éditeurs de logiciels, qui peuvent se traduire par des coûts plus élevés pour le Canada.

Afin d'obtenir le meilleur prix pour les logiciels disponibles sur le marché, le Canada a besoin d'une licence qui l'autorise à utiliser le logiciel de la manière envisagée par l'éditeur du logiciel, les différences dans les modes de licence ne sont pas incompatibles avec des propositions de prix fixes. Le Canada pourrait encore exiger prix fixe qui reflète l'utilisation actuelle et prévue du logiciel sur base de " l'architecture envisagée" décrite dans la demande de soumissions.

- 1) Est-ce que le Canada pourra modifier l'article 7.18 (b) comme suit: "Type de licence qui est accordée: Perpétuel. Mode de licence : (à remplir par le soumissionnaire sur la base de la liste des logiciels disponibles dans le commerce prévue à l'article 7.18 (a) ci-dessus) . "
- 2) Est-ce que le Canada pourra revoir sa réponse à la question 53 afin de permettre aux soumissionnaires d'inclure des modalités émanant de l' éditeur des logiciels?

Réponse #085

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée.

Question # 086

Référence

Question #086

L'article 7.19 a) de la demande de soumissions exige que l'entrepreneur accepte une période initiale de soutien du logiciel qui est au-delà de 12 mois. La norme de l'industrie pour le soutien du logiciel est une période de 12 mois. Comme la période initiale de soutien du logiciel est liée à l'acceptation des logiciels, l'exigence du Canada est pour une période de couverture indéterminée, ce qui exigera des soumissionnaires à prévoir un prix plus élevé pour le soutien afin de s'assurer qu'ils disposent de fonds suffisants pour effectuer le paiement correspondant de l'éditeur de logiciels.

Le Canada va-t-il modifier la demande de soumissions pour que la période initiale de soutien et la période initiale du contrat soient chacune d'une durée de 12 mois pour s'aligner sur les normes de l'industrie?

Réponse #086

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée.

La période initiale de soutien et la période initiale du contrat doivent couvrir une période de 12 mois à partir du moment où l'entrepreneur a mis en œuvre avec succès le SGCGC dans l'environnement technique du client initial.

Question # 087**Référence****Question #087**

L'article 7.6 b) (i) de la demande de soumissions exige que l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat jusqu'à 5 périodes supplémentaires d'un an. En exigeant l'entrepreneur ou en fixant les prix au-delà de 6 ans, le Canada doit s'attendre à payer une prime.

Est-ce que le Canada va modifier la demande de soumissions pour:

1. réduire le nombre de périodes d'option supplémentaire à deux périodes supplémentaires d'un an afin de s'aligner aux normes de l'industrie ou;
2. Modifier le tableau 1 de sorte que les soumissionnaires puissent soumettre une tarification basée sur l'année de contrat.

Réponse #087

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée.

Question # 088**Référence****Exigence obligatoire O7:**

Le SGCGC doit permettre à un utilisateur de faire des importations ou des exportations en bloc de contenu de manière à faciliter une campagne de protestation postale.

Question #088

Pourriez-vous s'il vous plaît fournir des détails sur le contenu et le format de l'exportation. Par exemple, contient-il des fichiers précédemment importés? Contient-il l'information du correspondant? Est-ce que l'exportation est envoyée en guise de réponse au correspondant?

Réponse #088

Le but de cette exigence est de faciliter une campagne de protestation postale et la réponse à de multiples interlocuteurs en utilisant la fonctionnalité de publipostage. Les soumissionnaires devraient se référer à l'exigence obligatoire O18 et le troisième paragraphe de l'exigence cotée C19 pour plus de détails.

Question # 089**Référence****Exigence obligatoire O34 :**

Le SGCGC doit permettre le contrôle des versions du contenu, du moins pour le contenu de l'objet d'un cas, pour un correspondant et pour un élément de correspondance. Seule une version d'un élément de correspondance peut être active à la fois.

Si M. Untel est un correspondant régulier et qu'il déménage de New York à Las Vegas, il s'agirait d'une nouvelle version pour l'auteur. Son ancienne adresse doit toujours figurer dans ses anciens éléments de correspondance, tandis que la nouvelle correspondance doit comprendre sa nouvelle adresse.

Question #089

Pouvez-vous confirmer que la version d'éléments de correspondance s'applique uniquement aux envois de correspondance sortants? Nous croyons que les envois de correspondance entrants ne peuvent pas avoir des plusieurs versions étant donné que chaque élément de la correspondance reçue est traitée comme un nouvel élément de la correspondance; les parties tierces ne participent pas à un processus de création de versions suivis par le SGCGC. Si la correspondance des versions d'éléments peut s'appliquer à la correspondance reçue, s'il vous plaît fournir un scénario qui illustre ce processus.

Réponse #089

L'interprétation que chaque nouvelle correspondance entrante est traitée comme un nouvel élément de correspondance est exacte. Cette exigence se réfère spécifiquement au contrôle de versions des métadonnées.

Dans l'exemple donné, il est important de veiller à ce que le changement de profil du correspondant avec une nouvelle adresse ne modifiera pas le profil de métadonnées archivées pour le même correspondant à une adresse précédente.

Question # 090**Référence****Exigence cotée C39:**

Le SGCGC devrait automatiquement charger les éléments de métadonnées d'un correspondant lorsque l'utilisateur repère un article de correspondance.

Un nouveau profil de correspondant pourrait être automatiquement créé selon les renseignements de l'expéditeur figurant dans un courriel.

Lorsqu'il ajoute l'article d'un correspondant à un cas (p. ex., en joignant un courriel à un cas pour M. Untel), le SGCGC devrait automatiquement associer un dossier avec un cas et charger le profil de l'objet d'un cas avec les métadonnées, comme le numéro du cas, la date d'entrée ou d'autres métadonnées, au besoin.

Question #09

Pour répondre à l'exigence, est-il nécessaire qu'un nouveau profil d'un correspondant soit automatiquement créé sur la base des informations de l'expéditeur? Compte tenu de la probabilité de plusieurs éléments de la correspondance du même expéditeur, est-ce que cela n'aurait pas comme résultat que de nombreux enregistrements en double soient générés dans le système?

Réponse #090

Non. Il n'est pas nécessaire qu'un nouveau profil du correspondant soit basé sur les informations de l'expéditeur. Il est nécessaire que certains champs de métadonnées soient chargés automatiquement. Les soumissionnaires sont invités à consulter l'exigence cotée C99 pour obtenir des informations pertinentes sur l'en-tête des courriels. L'exigence obligatoire O31 et l'exigence cotée C31 décrivent comment le SGCGC doit (O31) et devrait (C31) gérer les dossiers en double.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS RESTENT INCHANGÉES.